

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 23 JUIN 2011

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
106, rue Pierre Corneille
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Véronique CHAPPUIS
☎ : 04 72 61 64 54
✉ : veronique.chappuis@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2005 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société SIAP dans son établissement situé ZI de la Pontchonnière à SAVIGNY ;

VU le rapport du 15 juin 2011 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées de constater que les dispositifs permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie, des deux chaînes de traitements de surfaces ne sont pas équipés de commande automatique ;

CONSIDERANT dans ces conditions, que l'exploitant ne respecte pas les dispositions prévues à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'exiger de la société SIAP qu'elle prenne les mesures nécessaires afin de se mettre en conformité avec les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé ;

.../...

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société SIAP, ZI de la Pontchonnière à SAVIGNY, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé, au 31 décembre 2011.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAVIGNY,
- à l'exploitant.

Lyon, le 23 JUIN 2011

Le Préfet
Pour le Préfet,
la Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER